l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
26 mars
No 457
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Giscard à la télé

REFORMES ET MENACES

Le discours de Giscard mercredi soir n'a pas apporté autre chose que ce que l'on savait déjà. Mais il a bien été obligé de reconnaître que ça va de plus en plus mal pour la bande de canailles qui nous gouverne. Aussi a-t-il pris une attitude défensive, sans pour cela changer son habitude d'essayer de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Comme on a pu le constater ces derniers temps, il essaye de nous faire avaler la couleuvre de la politique antisociale du capitalisme sous le biais de «réformes». Mais le régime capitaliste ne se réforme pas, il s'abat.

Pour atténuer la crise — et non la résoudre — il fait appel à la «modération dans les revendications».

Le gouvernement veut développer l'économie. Pourquoi ? Pour être à égalité avec ses partenaires européens. C'est donc bien avant tout la recherche du profit maximum qui motive son appel à la sempiternelle concertation.

Toutes ces réformes style «Programme commun» de la «gauche» sont de la poudre aux yeux. Par exemple celle sur «l'entreprise», croyez-vous que ce soit pour satisfaire les légitimes revendications des travailleurs ? Pensez donc ! C'est pour «aider les entreprises à s'adapter au monde moderne», comprenez par là qu'il s'agit de favoriser les entreprises rentables pour l'État des monopoles.

Un autre volet de sa litanie celui de la violence. Alors que les luttes ouvrières et populaires se développent, la bourgeoisie a peur, elle fait appel à «l'unité des Français» exploiteurs et exploités, CRS, bandes fascistes et travailleurs révoltés par l'injustice capitaliste. Ce grand bourgeois qui entretient des bandes fascistes comme le Parti des forces nouvelles, qui avait fait rassembler les blindés près de Montredon, qui a fait tirer à Aléria en Corse, prétend qu'il ne veut pas voir «des Français tirer sur des Français». Ce sont bien ses chiens de garde, les CRS qui tirent sur les manifestants et ont tué dernièrement deux paysans (à Épinal et à Montredon).

(Suite page 3)

SNCF

Oui à la grève générale et nationale

Déjà les mass-média de la bourgeoisie prennent le relais de Gentil (directeur de la SNCF) pour introduire le doute. Selon la télévision les trains rouleraient normalement à Paris-St Lazare et Paris-Est. Les bonzes syndicaux veulent prendre le relais en mettant en avant leur tactique éventée de harcèlement. Les jaunes ont signé l'accord bidon et les bonzes — au-delà de leurs fanfaronnades — refusent le mouvement de masse.

Au-delà de ces tentatives de divisions, ce que les cheminots veulent, c'est une grève générale et nationale, c'est l'unité avec tous les travailleurs, notamment de la fonction publique.

(Voir article en page 4)

Dernière minute : *Les fédérations CGT et CFDT appellent à «deux journées nationales d'action» les 25 et 26. Non pas pour généraliser la grève mais pour mieux l'arrêter. CGT-CFDT-direction même combat.*

Conseil de sécurité de l'ONU

Le représentant mauritanien dénonce l'occupation sioniste

Le Conseil de sécurité des Nations unies a repris mercredi soir son débat sur la situation dans les territoires arabes occupés.

Pour M. Moulaye El Hassed, représentant de la Mauritanie, les recents événements de la rive occidentale du Jourdain prouvent qu'Israël y a procédé à une colonisation par la force pire que le régime d'apartheid. *«Seule la colonisation sioniste en Palestine, a affirmé M. El Hassed, a été jusqu'à chasser toute une population de son territoire national et à la remplacer par une population d'immigrés venus de toutes les parties du monde. C'est là, a-t-il poursuivi, une particularité parmi tant d'autres de la colonisation israélienne que même le régime de l'apartheid a hésité à introduire dans la politique et ses méthodes de domination.»* Le représentant mauritanien a en conclusion réaffirmé la nécessité du rétablissement du peuple palestinien, *«dans ses droits nationaux inaliénables»*, et de la libération de tous les territoires occupés.

Les négociations pour mettre au point un projet de résolution se sont poursuivies mercredi en marge du conseil, qui reprendra jeudi ses débats sur la situation dans les territoires arabes occupés.

L'ARGENTINE AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Mercredi après une nuit durant laquelle l'armée a pris le contrôle de la capitale et du pays tout entier, Buenos Aires inondée de soleil a repris un aspect presque normal.

Si les administrations et les établissements bancaires sont fermés, entraînant du même coup le ralentissement, sinon l'arrêt, des activités commerciales, les rues sont, comme hier, encombrées de piétons et de véhicules. L'installation dans le centre de la ville d'un dispositif qui encercle le quartier du palais présidentiel et des ministères, ne facilite d'ailleurs pas la circulation.

Aux portes des ambassades, des détachements de l'infanterie de marine ont été postés afin d'en assurer la protection et d'éviter, estime-t-on dans les milieux diplomatiques, que des personnes recherchées ne viennent s'y réfugier.

Les premières mesures prises par le gouvernement militaire ont été connues dans la matinée :

— Les assemblées du congrès et les conseils municipaux sont dissous.

— Les activités des partis politiques, des organisations syndicales, patronales et professionnelles sont suspendues.

— Les gouverneurs, vice-gouverneurs élus sont déposés ainsi que les administrateurs nommés par le pouvoir exécutif péroniste.

En assumant le contrôle de tous les rouages de la République, les militaires ont précisé que leur «décision patriotique» n'est «dirigée contre aucun secteur politique ou social» et qu'ils «combattraient, de manière égale, tous les extrémistes et les effets corrupteurs de toute démagogie quelle qu'elle soit».

La première décision dans ce domaine, le rétablissement de la peine de mort et la création de conseils de guerre sur toute l'étendue du pays.

(Nos informations en page 2, 2ème colonne)

RDA

Une armée bourgeoise, instrument du social impérialisme russe

dossier p. 8

CHERBOURG :

«L'INDOMPTABLE» ESPIONNÉ PAR UN CHALUTIER SOVIÉTIQUE

«L'Indomptable» a interrompu ses essais en Manche, mardi, du fait de la présence d'un chalutier soviétique espion.

Le sous-marin nucléaire français est rentré mardi matin au port de Cherbourg (Manche) aprés trois semaines d'essais de fonctionnement.

Les prochains essais de «L'Indomptable», premier sous-marin stratégique doté de missiles à charge thermo-nucléaire, seront des tirs de «maquettes» puis de «qualification» de missiles au cours du printemps.

Le submersible devrait entrer en service actif à la fin de cette année. La mise en service opérationnel est prévue au début de l'an prochain, à la base de l'île Longue, près de Brest.

CAMBODGE :

PREMIERE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE DU PEUPLE

L'Assemblée du peuple élue le 20 mars s'est réunie à Phnom Penh mercredi en fin de soirée pour un premier contact d'information, rapporte la radio du Cambodge reçue à Bangkok.

L'Assemblée compte 250 députés (dont 45 femmes) représentant les paysans (150), les soldats (50) et les ouvriers (50). Selon les termes de la Constitution adoptée en décembre dernier, elle va avoir à élire lors de sa première session : un président, chef de l'État, deux vice-présidents, le gouvernement et les membres de la cour de Justice.

le monde en marche

EGYPTE :
LE PRESIDENT SADATE DENONCE LA FAUSSE «AIDE» DE L'URSS

Le président égyptien Anouar Al Sadate a déclaré mercredi au cours d'un meeting tenu à Suez qu'il avait été *«exposé ces dernières années et surtout depuis le cessez-le-feu à de violentes pressions militaires et économiques de la part de l'URSS»*.

D'autre part, le président Sadate a également rappelé durant ce meeting auquel participaient les officiers et soldats de la troisième armée, le refus de l'URSS de compenser à l'Egypte les armes qu'elle a perdues lors de la guerre d'octobre 73 ainsi que son refus de lui fournir les pièces de rechanges.

Le chef de l'État a ensuite réaffirmé, sur le plan économique le refus de l'Union soviétique d'établir un nouveau calendrier concernant le remboursement des dettes que l'Égypte doit à l'URSS et a révélé que l'URSS refuse même de signer des accords commerciaux avec l'Egypte. *«Jusqu'à aujourd'hui,* a souligné le président Sadate, *l'accord commercial pour l'année 76 n'a pas été conclu alors que selon la coutume, ces accords sont signés tous les cinq ans.»*

Lors du même meeting, le président Sadate devait révéler les objectifs exacts que son gouvernement s'était fixé en déclenchant l'offensive de la guerre d'octobre 1973 contre l'État sioniste d'Israël.

L'objectif de la bataille d'octobre 1973 se limitait à repousser les Israéiiens au-delà de la zone des cols du Sinaï, a révélé le président égyptien Anouar Al Sadate.

«Ainsi, a-t-il ajouté, *le deuxième accord de désengagement, dont la phase finale d'exécution a eu lieu le 22 février 1976, réalisée totalement l'objectif fixé par nous pour la bataille d'octobre 1973»*.

Après avoir affirmé que la prochaine étape serait *«la victoire totale par l'évacuation du Sinaï et des territoires arabes occupés»* le président Sadate a rendu hommage au courage et aux sacrifices de Ja population de Suez et a promis que cette zone aurait toutes les priorités dans le plan de reconstruction de la région du canal de Suez.

MOZAMBIQUE :
MESSAGE DU PRESIDENT BOUMEDIENE AUX PAYS NON-ALIGNES

Le président Houari Boumédiène, chef de l'État algérien, a lancé mercredi soir à Alger, un appel à tous les chefs d'État des pays non-alignés pour qu'ils «aident concrètement le Mozambique, qui a fermé ses frontières avec la Rhodésie raciste et colonialiste».

La décision du Mozambique d'appliquer dans leur intégralité les sanctions économiques décidées par les Nations unies contre la Rhodésie à la suite de la secession entre le régime de M. Ian Smith et la Grande-Bretagne, «accélérera le processus de libération du peuple zimbabwe (rhodésien) mais elle entraîne des conséquences particulièrement lourdes pour l'économie et la sécurité du Mozambique», a déclaré le président algérien.

«C'est pourquoi, a conclu M. Boumediène, l'ensemble de la communauté internationale doit aider le Mozambique et partager sa responsabilité».

L'ARGENTINE AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Un «golpe» (coup d'état), intervenu dans la nuit de mardi à mercredi, a renversé le gouvernement de Maria Estela Peron. C'est le 28e coup d'état qui se produit dans l'histoire agitée de l'Argentine. Désormais, l'armée assume l'intégralité du pouvoir et a aussitôt formé un nouveau gouvernement entièrement militaire. La présidente a été transférée dans un endroit inconnu, l'état de siège renforcé dans tout le pays pendant que les 62 organisations syndicales péronistes, rassemblant quelque deux millions et demi de travailleurs, décrétaient une grève générale illimitée.

Malgré la présence des blindés et des troupes motorisées qui ont investi le centre de Buenos-Aires, pas un seul coup de feu n'a été tiré jusqu'ici dans le cadre de cette prise de pouvoir par les militaires. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de ce pays où la guerre civile larvée qui s'y déroule depuis près de deux ans a déjà tué plusieurs centaines de personnes depuis le début de cette année.

Maria Estela Peron, chef d'État depuis la mort de Juan Peron, il y a 22 mois, avait recueilli l'héritage politique de ce dernier et tenté d'incarner, avec plus ou moins de cohérence, tout au long de cette période agitée, la ligne suivie traditionnellement par le parti justicialiste : indépendance vis-à-vis de l'une comme de l'autre superpuissance et «tiers mondisme». Elle représentait ainsi les intérêts de la bourgeoisie nationale argentine, attachée depuis longtemps à s'éloigner du giron de l'impérialisme américain, sans pour autant accepter de s'inféoder au social-impérialisme soviétique, traditionnellement très implanté en Argentine.

C'est donc, au-delà des contradictions internes qui déchirent l'Argentine, un nouvel épisode de la lutte sourde mais violente qui oppose les deux superpuissances qui vient de se dérouler en Amérique latine. Comme à Chypre, au Liban, en Angola, ou plus près de nous au Portugal, celles-ci rivalisent par l'intermédiaire des forces politiques qu'elles contrôlent dans le pays qu'elles se disputent.

Au sein même du mouvement péroniste, les deux superpuissances ont depuis longtemps déjà placé leurs billes. Sur sa «droite», une aile résolument pro-américaine s'oppose à la politique d'indépendance du mouvement, fomente des troubles, pratique l'assassinat politique, subventionne des groupes terroristes comme l'AAA (Alliance Argentine anticommuniste), responsable du massacre de nombreux leaders syndicaux.

A l'autre extrémité, une aile «gauche» manipulée par le social-impérialisme soviétique pratique exactement la même politique, mais au profit cette fois de l'Union soviétique. Elle recourt, elle aussi, aux mêmes méthodes: infiltration économique, utilisation du terrorisme politique que mène à grande échelle, camouflé sous le nom de «guérilla urbaine et populaire», l'«Armée révolutionnaire du peuple (ERP) d'obédience trotskyste.

L'Argentine, en proie par ailleurs à une très profonde crise économique qui se traduit par une infiltration sans précédent, se trouve ainsi depuis bientôt deux ans, en permanence au bord de la guerre civile.

Dans ce chaos grandissant, Maria Estela Peron, réélue récemment à la tête du parti péroniste, s'appuyant sur la puissante CGT argentine, traditionnellement attachée au péronisme dont elle constitue la force principale, incarnait aussi un certain attachement à la démocratie parlementaire.

Le triumvirat de généraux à l'origine du coup d'état est, de par son origine et sa formation, attaché à l'influence des États-Unis dans le pays. Mais l'armée, qui jusqu'ici n'était pas intervenue directement dans la vie politique, se trouve elle-même profondément traversée par les trois grands courants qui opposent les forces politiques du pays : pro-américains, pro-soviétiques et nationalistes.

Tous ces derniers temps, les forces pro-soviétiques étaient passées ouvertement à l'offensive armée, multipliant les actions de terrorisme, les coups de main contre les casernes pour se procurer des armes. Le coup d'état récent apparaît donc comme une réplique à cette offensive de la part du clan pro-américain.

Une fois de plus un pays du tiers monde se trouve donc au bord de la guerre civile du fait de la rivalité soviéto-américaine et de l'offensive soviétique à travers le monde. Les récentes déclarations de Kissinger, affirmant avec une violence inhabituelle que les USA ne toléreraient pas un nouvel Angola, témoignent de la tension grandissante que les superpuissances font régner dans le monde entier.

Le 17 novembre 1972, 2 millions de personnes pour le retour de Péron.

nouvelles du monde

GRANDE-BRETAGNE :
MANIFESTATIONS ANTISOVIETIQUES

Une flottille d'environ 130 chalutiers soviétiques, accompagnée de plusieurs bateaux-usines, est apparue ces jours-ci au large des côtes du Yorkshire.

Cet événement a provoqué la colère des pêcheurs britanniques de la région qui accusent les Soviétiques de détruire les bancs de harengs en utilisant des filets à petites mailles. Une délégation de pêcheurs sera envoyée prochainement à Londres pour exiger du gouvernement que la pêche soit exclusivement réservée aux Britanniques jusqu'à cent milles des côtes.

Pendant ce temps, pour la troisième journée consécutive des manifestations dirigées contre la présence du ministre des Affaires étrangères soviétiques, Gromyko, se poursuivent pour attirer l'attention sur le sort des citoyens soviétiques de confession juive. Comme son prédécesseur Chélépine, c'est par des portes dérobées que Gromyko doit pénétrer dans les bâtiments officiels qu'il visite.

****

PORTUGAL :
LA GREVE DES INFIRMIERS

Un millier d'infirmiers et infirmières ont manifesté au Palais de Sao Bento, à Lisbonne pour appuyer leurs revendications concernant les salaires et les conditions de travail.

Le personnel de santé, en grève dans tout le pays a été réquisitionné par le gouvernement en vertu de la loi «anti-grèves» adoptée par le 4e gouvernement du prosoviétique Vasco Gonçalves.

Les grévistes font désormais la grève du zèle et des formulaires administratifs (formulaires non remplis, consultation gratuite pour les malades).

Leur manifestation était destinée à expliquer à la population les raisons de leur lutte et à réclamer la médecine gratuite pour les travailleurs.

****

ITALIE :
LA DEMOCRATIE CHRETIENNE DIVISEE

Le 13e Congrès national de la Démocratie chrétienne s'est achevé avec la réélection de Bénigno Zaccagnini au poste de secrétaire du parti. Mais cette difficile réélection, 51,5 % des suffrages pour lui contre 48,5 % à son rival Forlani, témoigne que la Démocratie chrétienne sort déchirée de ce congrès.

C'est donc une ouverture prudente en direction du parti révisionniste de Berlinguer qui a finalement triomphé, reconnaissant le PCI comme un interlocuteur valable sur les grands problèmes nationaux.

Cette orientation risque de peser lourd dans l'orientation future de la vie politique en Italie.

****

ZIMBABWE (RHODESIE) :
ESSOR DE LA GUERILLA

Au moment où le gouvernement raciste de Ian Smith vient de rejetter brutalement les propositions de médiation du gouvernement britannique pour préparer l'accès de la majorité noire au pouvoir, le peuple du Zimbabwe réplique par une intensification de sa lutte armée de libération.

De nombreux accrochages ont eu lieu ces derniers jours entre les combattants de la liberté et les forces de sécurité rhodésiennes. Celles-ci comptent 12 blessés au cours d'explosions de mines souterraines.

nouvelles intérieures

La lutte active des viticulteurs contre les spéculateurs reprend

Des viticulteurs ont établi mercredi un barrage filtrant à la sortie de Lézignan (Aude) pour vérifier le contenu des camions-citernes transportant du vin. Deux cents hectolitres de vins italiens ont été déversés dans le canal du Midi.

Deux cents à deux cent cinquante viticulteurs – selon leurs responsables ont pris place, mercredi matin de 9 heures à midi, sur la nationale 113, à la sortie de Lézignan du côté de Narbonne. Ils ont laissé passer les voitures de tourisme, mais ont arrêté tous les camions-citernes pour vérifier leur contenu. Tout d'abord, ces véhicules transportaient des vins français . Mais à la fin de la manifestation un groupe de vignerons a intercepté sur une petite route du Minervois un camion qui transportait des vins italiens de 14 dégrés.

Les 200 hectolitres de la citerne ont été immédiatement déversés dans le canal du Midi.

Environ quarante viticulteurs ont formé un barrage filtrant, mercredi vers midi sur la route départementale «la Minervoise» à Olonzac, aux confins de l'Hérault et de l'Aude.

Ils ont intercepté un camion-citerne qui avait été chargé à Sète et dont les 270 hectolitres de vin d'importation ont été déversés sur la chaussée.

Par ailleurs, une centaine de pieds de vignes ont été arrachés mercredi sur la propriété de la société des cognacs Delagrange, à Montmoreau (Charente).

Cette action a été dirigée par des viticulteurs qui entendaient ainsi protester contre les plantations illicites effectuées par la société Delagrange.

La RN 10 barrée par une manifestation paysanne en Gironde

La RN 10, Paris-Bordeaux, a été mercredi matin 10 heures coupée à une vingtaine de kilomètres au nord de Bordeaux, au carrefour dit «de la Garosse» sur le territoire de la commune de Saint-André-de-Cubzac.

Des arbres abattus en travers de la chaussée par des agriculteurs bloquent toute la circulation sur cet important axe routier. Des déviations ont été mises en place de part et d'autre du barrage.

Une cinquantaine de manifestants se trouvaient sur les lieux. Par cette action, ils entendent s'élever contre les condamnations jugées excessives, prononcées le 3 mars dernier, par le tribunal de grande instance de Bordeaux, à l'encontre d'agriculteurs de la région. Ces derniers étaient poursuivis pour avoir lors de manifestations paysannes, en avril 1975, abattu des arbres sur la chaussée, en ce même lieu.

Le barrage a été levé au début de l'après-midi après leur départ du carrefour de «la Garosse». Ils ont établi un barrage filtrant sur la RN 137, Bordaux-Saintes pour distribuer des tracts, ils ont également intercepté un camion-citerne dont ils ont ouvert les vannes. 250 hectolitres de vin blanc ont été déversés sur la chaussée.

Après cette dernière action, les paysans se sont dispersés.

Un jeune immigré en correctionnelle
Défiguré par la police

Déféré lundi devant la 23e Chambre correctionnelle pour «outrages et violences à agents», un jeune immigré de 22 ans a révélé que les policiers qui l'ont arrêté illégalement lui ont lancé de l'eau bouillante à la figure. Le chroniqueur du journal *«Libération»* présent à l'audience écrit :

«Indéniablement, Hassen est brûlé profondément. Les blessures couvrent toute la moitié droite de son visage, du front au menton, en passant par la joue. Il est horriblement brûlé».

Le procureur qui écoute les déclarations du jeune tunisien répond quant à lui :

«... Quand on déclenche des violences il ne faut pas s'étonner des réponses qui y sont données.»

Les «violences» du jeune immigré ? Nul n'est capable de dire ce qu'elles ont été. Chacun par contre peut voir les marques de violences policières.

Soyons sûrs que les policiers racistes continueront leur sale travail. Quand un procureur les félicite, n'est ce pas le gouvernement lui même qui parle ? Voilà donc une affaire qui doit renforcer la conviction qu'il n'y a rien à attendre d'un gouvernement capitaliste pour ce qui est de la lutte contre le racisme.

Une menace permanente brandie au-dessus de la tête des immigrés est nécessaire aux capitalistes. Ils espèrent inculquer la crainte aux travailleurs immigrés et les faire renoncer à la lutte.

C'est l'inverse qui se produit : chaque crime raciste élève la détermination des travailleurs immigrés et aussi de leurs frères de classe français les plus conscients.

«Opération France»

Une mise en scène bien au point

L'«opération France» est terminée. Tout le monde a réintégré Paris pour «trinquer ensemble le verre de l'amitié, du soutien et de la solidarité» rue d'Enghein.

Depuis jeudi dernier, avec quelques travailleurs du Livre, les révisionnistes du PCF et de la CGT ont monté cette opération de toutes pièces pour attirer l'attention sur eux et pouvoir ainsi déverser toute leur propagande chauvine et démobilisatrice. Après avoir bradé la lutte des travailleurs du «France», le seul soutien qu'ont pu leur apporter ces faux communistes fut des manifestations avec député UDR en tête : «Ils sont venus sur le France pour en appeler à la France» (titre l'Humanité du 22 mars 76) et pour critiquer ainsi la politique de Giscard, celle du «gaspillage» et de «l'abandon».

Ne nous laissons pas tromper par ces critiques : les grosses larmes versées sur ce paquebot. «Il est beau notre France ?» c'est résumer toute la politique du PCF : casser la lutte des travailleurs pour ensuite se montrer les défenseurs d'une meilleure gestion du capital. Le «France», comme le «Concorde», sont, il est vrai, des opérations de prestige montées de toutes pièces par les capitalistes pour donner une image de marque à la technique française. Le PCF, dans sa politique chauvine, est avide de ces symboles.

On pourrait en rire si tout ce cinéma, et toute cette mise en scène montée, sur un décor d'eau de rose, ne se faisait pas sur le dos des travailleurs : car, effectivement, quelle efficacité pour les luttes ? Aucune ! Krasucki s'est servi des travailleurs comme masse de manœuvre pour parler de son programme bourgeois et montrer la volonté du PCF d'accéder à la gestion des affaires de la bourgeoisie.

«OSER» ou «SAVOIR»

A propos d'une coquille dans le titre de l'éditorial du No 4 (février 76) de «Front Rouge», organe central du PCR (m-l)

A la lecture de l'éditorial du numéro 4 de «Front Rouge», nous avons relevé une coquille dans le titre qui mériterait un rectificatif.

Cet intéressant éditorial, exposant la nature de la campagne idéologique et politique qui se déroule actuellement en Chine, a pour titre une citation (il y a des guillemets) du président Mao : *«Rien d'impossible au sein de l'univers, pourvu qu'on SACHE escalader la cime».*

Seulement, cette citation telle qu'elle est reproduite n'est pas conforme à l'original – voir la une de Pékin-Information No 1-1976.

La citation exacte, qui est d'ailleurs le titre de l'un des deux derniers poèmes de Mao Tsé-toung publiés au cours de l'hiver, est la suivante : *«Rien d'impossible au sein de l'univers, pourvu qu'on OSE escalader la cime».*

Or, il n'est pas de notre intention de vouloir jouer sur les mots, mais il est évident qu'entre «oser» et «savoir» le sens de ces deux vers du président Mao est tout différent. Le grand dirigeant du peuple chinois indique par l'emploi du terme «oser» que vouloir ou non *«prendre la lutte de classe comme axe»* doit être considéré en premier lieu sous l'angle idéologique. Ce poème va tout à fait dans le sens de l'importante directive idéologique adressée par Mao Tsé-toung, il y a plusieurs années, résumée dans les termes *«oser lutter, oser vaincre».*

Le terme «savoir», quant à lui, indiquerait plus que le dirigeant du Parti communiste chinois mettrait en avant la question de la ligne à suivre pour escalader le sommet. S'il indique que la première question pour *«escalader la cime»* est *«d'oser»*, c'est bien qu'il place l'idéologie comme déterminante dans la mise en œuvre d'une ligne politique correcte.

POHER REÇU PAR LES ASSASSINS SIONISTES

Le président du Sénat français, Poher, effectue en ce moment une visite officielle en Israël. A l'heure où l'État sioniste est de plus en plus isolé dans le monde, où ses crimes sont de mieux en mieux connus, Poher voudrait organiser une contre-offensive des milieux prosionistes en France. Il a notamment invité une délégation parlementaire israélienne à se rendre en France prochainement.

(Suite de l'éditorial)

«Pas d'affrontement» dit-il, laissez-vous exploiter, licencier, sans riposter ! Non ! Ni les ouvriers, ni les petits paysans ne l'entendent de cette oreille. Les cheminots ont donné le ton : «Si nous n'obtenons pas satisfaction nous ferons comme les vignerons !»

Avec la parlotte ce sont toujours les capitalistes qui sont gagnants. Pour les masses ouvrières et populaires, il est avant tout nécessaire de s'organiser pour l'action de classe et de masse, d'édifier un parti marxiste-léniniste puissant capable de guider les masses pour la révolution prolétarienne.

UNITE DES OUVRIERS ET DES PETITS PAYSANS

pour la dictature du prolétariat

E 100

Une brochure à lire

– La première prononcée en breton et en français concernant les problèmes spécifiques de la Bretagne.

– La seconde présentée par un ouvrier de l'usine Sambre-et-Meuse de Saint-Brieuc, portant sur les luttes politiques et revendicatives des ouvriers bretons.

– La troisième présentée par Jacques Jurquet concernant la dictature du prolétariat, l'unité des ouvriers et des petits paysans, l'édification du Parti marxiste-léniniste unique, et la lutte contre les deux superpuissances.

Trois interventions prononcées au récent meeting de Rennes de L'Humanité-Rouge sont reproduites dans cette brochure éditée à E.100 24 rue Philippe de Girard Paris 20e :

en bref

A PROPOS DU 105e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Sous le titre «A Paris, manifestation des masses révolutionnaires à l'occasion du 105e anniversaire de la Commune de Paris», l'agence Chine nouvelle écrit :

Plusieurs milliers de masses populaires révolutionnaires françaises ont manifesté aujourd'hui à Paris pour célébrer le 105e anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris le 18 mars 1871.

Le défilé a été organisé par le Parti communiste (marxiste-léniniste) de France, le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) de France et d'autres groupes progressistes français.

Partis de la place de la République, les manifestants, brandissant des drapeaux rouges et des banderoles, sont allés au cimetière du Père-Lachaise. Tout au long du défilé, les manifestants ont entonné l'Internationale et crié des slogans tels que «Vive la dictature du prolétariat».

Des délégations des manifestants ont déposé des gerbes au pied du Mur des Fédérés.

LES JEUNES UDR A MOSCOU

Les jeunesses révisionnistes de Brejnev ont décidé d'inviter en visite officielle une délégation de jeunes de l'UDR. Le but de cette invitation est clair : il s'agit pour le social-impérialisme russe d'essayer de gagner des sympathies dans certains milieux de la bourgeoisie française.

Les jeunes révisionnistes français ont trouvé quant à eux cette invitation un peu cavalière à leur égard et gênante pour leur fausse image de «révolutionnaires». Aussi ont-ils publié un communiqué protestant contre la «caution que les initiatives en question apportent à des organisations politiques réactionnaires».

LES FLICS CGT EN CONGRES

Le syndicat de la police CGT des Bouches-du-Rhône a tenu son congrès lundi et mardi à Marseille.

Les travailleurs seront très étonnés d'entendre que *«les policiers subissent, au même titre que l'ensemble des autres travailleurs, la politique antisociale du gouvernement».* Drôles de travailleurs que ceux dont le «métier» consiste à agresser les ouvriers, paysans, étudiants, en lutte, à défendre par la violence le système capitaliste.

Les flics CGT revendiquent notamment «des moyens en hommes et en matériel». Ils veulent faire mieux encore que Poniatowski.

la France des luttes

Fougères

MANIFESTATION DES OUVRIERS DE REHAULT

Mercredi après-midi, deux rues voisines des Etablissements Réhault ont été débaptisées par les travailleurs de l'entreprise qui leur ont donné pour noms : «Rue de la Commune» et «Rue des travailleurs en lutte».

Par ailleurs, plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté dans le centre de-la ville. Puis ils se sont rendus devant le commissariat de police. Ils ont posé contre le mur du bâtiment un panneau sur lequel étaient silhouettés un CRS, un patron et un maire. Au moment où le commissaire de police enlevait le panneau, accompagné de ses sbires, les travailleurs ont lancé sur eux de la peinture rouge et bleue qui les a atteint et a créé une véritable mêlée !

Exemple à suivre !

LES EBOUEURS DE LYON DANS L'ACTION

Les éboueurs de Lyon sont en grève depuis le 18 mars pour l'augmentation de leur salaire, de meilleures conditions de travail et de sécurité, ils réclament également une augmentation des effectifs. Ils exigent un salaire minimum de 2 000 F pour tous et 300 F.

Dans les quartiers de banlieue et en ville, les ordures commencent à s'entasser devant les immeubles, et de nombreuses artères de la ville sont encombrées de poubelles et de sacs en plastique.

Au cours d'une récente manifestation qui regroupait environ 1 500 travailleurs des différents services on pouvait entendre : *«Lyon s'empoubelle, c'est la faute à Pradel»*.

Cette grève touche actuellement la presque totalité des 5 600 employés de la COURLY (Communauté urbaine de Lyon). Une demande de négociation auprès de Pradel, maire de Lyon et président de la COURLY, est toujours au point mort.

D'autre part, les sapeurs-pompiers de Lyon observent depuis mardi une grève, ils réclament le respect des horaires légaux, le classement de leur métier dans la catégorie dangereuse et insalubre.

La grève s'est maintenant étendue aux chauffeurs poids lourds.

SNCF

Pour frapper fort
TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS

Mercredi 24 mars, la grève des cheminots s'est étendue à toute la France, dans les régions de Marseille, Avignon, les dépôts de Teil (Ardèche), de Portes-les Valence, Vénissieux, à Nantes, Bordaux, Rennes (pour l'ensemble des 5 départements) ; le dépôt de Clermont-Ferrand ; la gare de marchandises de Rouen rive gauche a été occupée le matin, grève mercredi soir pour toute la région de Metz, de Nancy. La région de Toulouse est en grève depuis mercredi matin pour 48 heures, etc. Ce sont des grèves reconductibles dans la plupart des cas.

La grève a été déclenchée également mercredi au service informatique de la SNCF (reconductible).

Par ailleur, mardi 23, la fédération CFDT des transports demandait à ses adhérents de *«refuser toute heure supplémentaire, toute opération de chargement et de déchargement qui soit de nature à se substituer au travail effectué normalement par les cheminots»*.

La fédération appelait également les travailleurs des secteurs routiers, urbains, aériens et portuaires, à déposer leurs revendications prioritaires car *«nous devons mener ensemble un combat solidaire sur les rémunérations, l'emploi, les conditions de travail et le droit syndical»*.

Deux trains «Paris-Granville» ont été bloqués mercredi matin par les cheminots, dans plusieurs gares de l'Orne.

Comme on peut le voir les cheminots n'ont pas attendu les résultats de la «table ronde», ce sont eux qui ont décidé que seule l'action pouvait être payante. Quant à Séguy qui menace de «hausser le ton», c'est de la fanfaronnade, car mardi il déclarait qu'il ne voulait pas que ça débouche sur une grève générale.

Mais la volonté des renégats du genre de Séguy ne pèse pas bien lourd par rapport à celle des travailleurs qui eux, veulent obtenir satisfaction dans leurs légitimes revendications.

Mercredi soir, alors que Paul Gentil, directeur de la SNCF, a déclaré à TF 1 — après la signature de l'accord bidon avec les syndicats jaunes traditionnels — «que le conflit devrait se résorber demain ou après-demain», la grève est reconductible par les cheminots dans de nombreux dépôts de province : les régions de Rennes, Nantes, Bordeaux, Nancy, Clermont-Ferrand, Dijon, Nevers, Lyon.

Vannes

RENCONTRE DES DELEGUES ESPAGNOLS ET FRANÇAIS DE MICHELIN

Six délégués des trois usines Michelin espagnoles en grève, Lasarte, Laranda et Valladolid, ont assisté, mardi, à une réunion au siège de l'union départementale CFDT à Vannes (Morbihan).

Les syndicalistes espagnols ont exposé devant leurs homologues français leurs revendications :respect des 45 heures et, dans un second temps, des 40 heures alors que la direction exige actuellement 48 heures, un salaire mensuel minimum de 1 600 F au lieu de 1 000 F et l'élection d'un délégué syndical pour les quatre usines Michelin d'Espagne.

Selon les délégués espagnols, la direction Michelin Espagne s'oppose à toute discussion et veut licencier ceux qu'elle considère comme des meneurs, 169 ouvriers, parmi lesquels cinq des six Espagnols actuellement en France.

Syndicalistes CFDT et Espagnols sont tombés d'accord sur un objectif commun : «créer dans toutes les usines de la firme un front commun qui fasse plier son intransigeance».

Les délégués espagnols et français devaient se rencontrer mercredi à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

La solidarité de la classe ouvrière n'a pas de frontière.

DES FILIALES D'ITT EN LUTTE

Lundi 22 mars, un millier de travailleurs de l'usine LMT à Boulogne Billancourt se sont réunis en assemblée générale, et ont décidé un mouvement de grève d'une journée reconductible chaque jour. Ils revendiquent une augmentaion de salaire avec une augmenttion de 300 F pour les plus bas salaires.

Parallèlement, 400 travailleurs des chantiers LMT ont débrayé sur la même revendication avec la 5e semaine de congés payés.

Comme d'habitude la CGT s'oppose à la conduite démocratique de la grève en refusant les assemblées générales. Celles-ci sont d'autant plus nécessaires pour briser l'isolement des chantiers (40 en région parisienne). Pour les dirigeants CGT les décisions doivent être prises au sommet entre délégués ou responsables syndicaux. L'intersyndicale décide de tout, les travailleurs appliquent et n'ont rien à dire.

Mercredi 24 mars, les travailleurs d'ITT-Claude, en lutte pour l'emploi, ainsi que les travailleurs de LMT usine et chantiers ont organisé une manifestation dans Boulogne Billancourt pour populariser leur lutte.

Les communistes marxistes-léninistes des chantiers

EDF-GDF GREVE LE 7 AVRIL

Alors que la grève des cheminots est pratiquement totale, une journée d'«action» est prévue pour le 7 avril à l'EDF-GDF. Pourquoi attendre le 7 avril ? Pour que la grève des cheminots soit terminée ? Et pourquoi une journée sans lendemain, sans perspectives ? C'est bien là la tactique des bonzes et des faux communistes qui ont peur du mouvement de masse comme de la peste.

Cheminots, employés de l'EDF-GDF, postiers, métallos... c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

ÉCHOS DES LUTTES

TRANSPORTS DANZAS (12e) UNITÉ DES TRAVAILLEURS CONTRE L'INTIMIDATION PATRONALE

Un ouvrier des quais, accusé d'avoir mangé un paquet de cacahuètes volé dans les marchandises, a été convoqué à la direction et forcé de prendre son compte. La direction a engagé des poursuites judiciaires contre lui, et a envoyé les gendarmes perquisitionner son appartement (sans mandat de perquisition !).

En même temps, deux autres ouvriers, accusés de l'avoir regardé manger les cacahuètes *sans l'avoir dénoncé*, ont été interrogés par la direction et par les gendarmes, qui ont aussi perquisitionné leurs logements sans mandat.

Ces provocations visent à établir dans l'entreprise un climat de crainte et de mouchardage.

Les travailleurs de Danzas ont répondu dans l'unité à ces manœuvres de la direction destinées à les diviser : le jour même, les travailleurs des quais et des bureaux se sont mis en grève pour protester et exprimer leur solidarité avec les ouvriers sanctionnés.

Correspondant HR.

BATIMENT APRES LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION : REVOLTE ET CONTINUATION DE LA GREVE

Suite à la journée nationale d'action du 18 mars dans le bâtiment, le mouvement de grève se poursuit dans plusieurs entreprises de la région toulousaine.

Une importante délégation d'ouvriers du bâtiment en grève a occupé lundi le hall de l'Union régionale des groupements patronaux.

Dans d'autres endroits, comme à Rennes ou à Lorient, la grève de 24 heures du 18 mars parachutée par les confédérations syndicales n'a pu déboucher sur la continuation de la grève. Néanmoins les travailleurs du bâtiment ne sont pas dupes : *«On n'est pas des cocottes minutes»* disent-ils. De plus en plus nombreux sont ceux qui désirent des actions véritables et qu'un rapport de force favorable soit engagé à la base.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS UNIS 57e JOUR DE GREVE AU CHANTIER «EURODIF»

Poursuite de la grève sur les chantiers d'Eurodif (Drôme) par les 900 travailleurs à majorité immigrée. C'est le 28 janvier 1976 que la grève débute pour des augmentations de salaire, et le renforcement de la sécurité sur les chantiers. Les travailleurs français et immigrés des entreprises Léon Grosse et SAE, au coude-à-coude, sont ainsi déterminés à poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction. Des piquets de grève bloquent les accès du chantier. Rappelons que les travaux de ce chantier sont pour la construction de la centrale nucléaire EDF du Tricastin, la production de cette centrale alimentera en énergie électrique l'ensemble des installations industrielles «Eurodif», usine européenne qui fournira de l'uranium enrichi. Le personnel d'Eurodif (2 400 salariés) se trouve actuellement en chômage technique.

SACILOR A GANDRANGE-ROMBAS CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

A l'usine SACILOR de Gandrange-Rombas, face à l'approfondissement de la crise et à une montée des luttes, la direction organise la répression. 6 délégués ont été sévèrement réprimés par des sanctions allant de menaces de licenciement à 2 jours de mise à pied.

Devant cette attaque au droit syndical, les travailleurs de plusieurs ateliers (laminoirs, machinistes, entretien, parachèvement) se sont mis en grève 2 heures par poste.

3e SEMAINE DE GREVE AVEC OCCUPATION

Chez BEGHIN-SAY à Corbehem (Pas-de-Calais), les travailleurs ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève avec occupation de l'usine, qui dure depuis 3 semaines, aucun accord n'étant encore intervenu avec la direction.

Mercredi après-midi, les grévistes ont bloqué la circulation sur l'autoroute Paris-Lille. A bord de leur voiture ils ont manifesté en roulant au pas entre les échangeurs de Fresnes les Montauban et d'Hénin-Beaumont.

la France des luttes

Neyrpic-Grenoble

BILAN D'UNE GREVE

Il est des grèves qui ne sont pas victorieuses mais malgré cela riches d'enseignements. La grève de Neyrpic (groupe Alsthom-CGE) à Grenoble, dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, vient de se terminer. Nous avons demandé à un militant syndicaliste CFDT de faire avec nous le bilan de cette grève.

HR : Peux-tu nous présenter l'usine ?

CFDT : Neyrpic, c'est une des grosses usines de Grenoble, entre 2 000 et 2 500 salariés. Il y en avait 2 800 avant la reprise en main par l'Alsthom de Glasser en 1962-1963. C'est une usine de la métallurgie, très connue pour ses turbines. Il y a 1 200 ouvriers dont 450 postés.

HR : Et les syndicats ?

CFDT : Aux élections, la CGT a presque 50 % des inscrits (mais elle perd d'une année sur l'autre), la CFDT 25 %. La CGT doit avoir 250 adhérents, la CFDT une centaine.

HR : Peux-tu nous faire un historique rapide de la lutte ?

CFDT : On peut décomposer la lutte en trois phases.

Première phase : de mi-octobre au début de décembre 1975. L'action démarre très fort, surtout au mécano-soudage où les conditions de travail sont les plus mauvaises (horaires postés, fumées, bruit...) et les salaires parmi les plus bas (forte proportion de jeunes). Les revendications sont : rattrapage des salaires sur les autres usines de la région (jusqu'à 20 % d'écart), prime de fin d'année équivalente au salaire mensuel moyen (environ 2 700 F), les 40 heures sans diminution de salaire au lieu de 42 h 30 à 43 h 45.

Dans l'ensemble, la CFDT soutient activement l'action, les militants de la CGT suivent. La direction de la CGT (presque entièrement PCF) flotte, en partie à cause de l'absence du secrétaire syndical.

Les formes d'action sont des débrayages continuels sur le tas, certains ateliers ne travaillent qu'à 25 % de leur capacité.

Le mouvement est assez fort pour faire échouer une tentative de lock-out fin octobre.

Des défilés des ateliers dans les bureaux, sirène en tête et tam-tam, sont aussi organisés. Les dirigeants de la CGT se sont alors opposés à ce genre d'action, ne voulant que des grèves silencieuses.

Deuxième phase : décembre 1975. Le patron n'a encore rien lâché. La CGT récupère son délégué syndical et fait long feu des quatre fers pour reprendre en main un mouvement qui lui échappait jusqu'alors :

— Certains à la base parlant d'occupation des locaux et autres formes d'actions dures, un tract CGT du 8 décembre condamne «toute séquestration du directeur de l'usine ou d'un cadre» comme visant à «opposer les salariés entre eux».

— Par ailleurs, la CGT commence certaines pratiques douteuses pour imposer son point de vue à la CFDT. Par exemple, en «choisissant» son interlocuteur CFDT pour lui faire mettre la signature CFDT au bas de tracts «intersyndicaux».

— La même CGT commence également des négociations séparées avec le patron sans avertir la CFDT ni les travailleurs, et sans les informer des résultats. Ainsi, il est presque sûr que la CGT a négocié une trêve avec la direction pour les fêtes.

— La CGT met l'accent sur la prime de fin d'année «qui ne devrait pas être inférieure à celle de l'an passé» : alors que les travailleurs demandaient 2 700 F, la CGT se contente de 400 à 700 F de prime.

— La CGT continue de mettre en avant des formes d'action évitant tout durcissement du conflit : «délégations à la direction, campagne de signatures, lettre à la direction générale...»

— Enfin, la CGT organise des manifestations en ville sous prétexte de popularisation alors que rien n'a été fait sur les autres usines de Grenoble.

Le résultat de toutes ces pratiques : le mouvement s'enlise (il est même carrément arrêté pendant les fêtes)... et la direction peut se payer le luxe de n'accorder qu'une prime de fin d'année de 270 à 400 F !!

Troisième phase : janvier 1976. Les travailleurs n'étant plus en position de force (il y a encore des débrayages mais pas plus de 1 à 2 par semaine), la direction contre-attaque vigoureusement : elle ramène l'horaire à 42 h 15 puis à 40 heures par semaine sans compensation de salaire, et annonce une nouvelle grille de classifications (suite à l'accord signé l'été 75 par FO et CGC).

La CGT profite à fond de cette diversion pour liquider la lutte, et la CFDT lui emboîte le pas.

Début février, les syndicats négocient une réduction d'horaire avec la direction : en gros, la direction accorde un petit peu plus que les mesures générales d'Alsthom : entre 25 et 45 minutes suivant les cas.

HR : Quelle a été l'attitude des syndicats et de la direction tout au long du conflit ?

CFDT : Depuis décembre, la CGT a été un frein à la lutte. La CFDT a été combative au début, puis elle s'est peu à peu alignée sur la CGT sous le prétexte de l'unité d'action. A la CFDT, ce sont surtout les mensuels qui tiennent à l'unité d'action avec la CGT.

La direction a manœuvré habilement ; elle a attendu que le mouvement faiblisse, elle a répandu des bruits alarmistes sur l'avenir de l'entreprise (du travail pour

Les ouvriers de Neyrpic manifestant dans les rues de Grenoble.

6 mois, pas plus...), puis elle a réprimé en réduisant l'horaire et enfin envoyé les travailleurs sur une autre voie avec les classifications...

HR : Et les travailleurs ?

CFDT : Les travailleurs de Neyrpic ont prouvé leur combativité. On a déjà dit qu'un certain nombre parlait d'occuper l'usine.

HR : Les travailleurs ont-ils été conscients de la trahison des dirigeants CGT ?

CFDT : Beaucoup, oui. Un vieux militant CGT est venu dire à un délégué CFDT : «Je pars en maladie, je ne déserte pas mais je ne peux pas voir la CGT comme ça, jamais elle n'a été si bas». Une autre fois, en pleine intersyndicale, le secrétaire syndical CGT a été appelé au téléphone et il s'est vraiment fait engueuler par un militant de base, on l'entendait crier d'où on était.

Parmi les militants CFDT un certain nombre voulaient durcir le mouvement et disaient : «Tant qu'on s'embarquera avec ces gars-là, on ne gagnera rien...» Plusieurs syndiqués CGT ont déchiré leur carte. La CFDT, elle, s'est renforcée, mais est-ce que ça va durer si on continue de baisser la tête comme ça devant la CGT ?

HR : Quels enseignements tires-tu ?

CFDT : On avait tout pour gagner : il y avait du travail (malgré les bruits dont on a parlé), et il y avait surtout une grande volonté de lutte.

Mais ce n'est pas possible de gagner avec trois jours de grève par-ci par-là, et plus rien pendant 15 jours. On n'y a pas mis assez de moyens, et ce n'était pas assez en continuité. Et pourtant la CGT trouvait que c'était déjà trop !!

Il aurait fallu à la CFDT qu'on se démarque de la CGT, mais les mensuels pèsent lourd et ils tiennent à l'unité d'action (il y a beaucoup de gars du PS chez les mensuels CGT et CFDT).

C'était difficile : si on avait durci le mouvement, il aurait fallu se battre contre le patron et... contre la CGT !

Pour le moment, la CFDT est encore trop minoritaire, mais il y a 4 ans, elle n'existait pratiquement pas à Neyrpic. Il faut qu'elle se renforce chez les ouvriers, et qu'elle se démarque de la direction PCF de la CGT. D'ailleurs les deux choses sont liées.

Paysans en lutte

Landemont (Maine-et-Loire)

Une première victoire des paysans contre l'UFAC

L'affaire remonte à 74. Peigné, concessionnaire de la firme UFAC, avait livré aux paysans de la farine «Lactio» de si mauvaise qualité que les veaux en avaient crevé. Petit à petit, les paysans volés se sont retrouvés et ont constitué un comité de défense. L'évaluation du préjudice pour les clients de Peigné se montait à 30 millions. Aujourd'hui l'UFAC a cédé sur un point, mais pas sur tout...

Récemment 150 paysans ont défilé dans les rues de Landemont et se sont rendus chez Peigné où une délégation a négocié avec Peigné flanqué d'un représentant d'UFAC. Sous la pression, 8 dossiers ont été réglés. Peigné indemnise les 8 paysans — 2 avaient été indemnisés individuellement auparavant —.

Peigné avait pourtant fait courir de drôles de bruits : que les paysans qui se plaignaient étaient de mauvais éleveurs, qu'ils avaient laissé moisir la farine avant de la donner à leurs bêtes, que la farine qu'il avait livrée était irréprochable. Il avait expliqué à «ses» ouvriers que les paysans voulaient le couler et qu'ils en seraient les victimes. Après avoir cédé, la tête basse, sous la détermination des paysans présents, il a encore eu l'audace d'aller raconter qu'il s'était fait assiéger par une bande d'ivrognes qui lui avaient volé son portefeuille.

Quand elle est en position de faiblesse, la bourgeoisie tente toujours de diviser les petits paysans d'une région contre ceux d'une autre, les ouvriers contre les paysans. Mais on commence à le savoir et le temps où Peigné et ses alliés peuvent mentir, tromper et diviser touche à sa fin.

LA LUTTE N'EST PAS TERMINEE

Si cette manifestation a marqué une issue victorieuse pour tous les paysans qui avaient été volés par Peigné-UFAC, il n'en est pas de même pour tous les membres du comité de défense. Celui-ci comprenait aussi d'autres éleveurs de l'Ouest qui avaient été volés par un autre concessionnaire UFAC. 7 autres dossiers restent à régler dont l'un s'élève à 45 millions.

Le 11 mars, des agriculteurs du comité de soutien sont allés au Salon de l'Agriculture, au stand de l'UFAC. Les membres du comité de soutien ont pu rencontrer le chef de fabrication de la firme. Les négociations ont buté sur 2 points. D'abord, le concessionnaire de Caen, Lefèvre, qui avait livré la farine défectueuse, ne travaille plus avec UFAC. La firme en profite maintenant pour dire qu'elle n'a rien à voir dans cette affaire et qu'il faut négocier directement avec Lefèvre. Par ailleurs, l'UFAC ne veut rien entendre sur le dossier d'un paysan de la Manche, actuellement en faillite et contre qui des mesures judiciaires ont été prises. Le comité de défense ayant refusé de séparer le dossier de ce dernier de ceux des autres, les négociations ont échoué.

Pourtant le comité de défense a marqué des points ; lorsque au cours d'une distribution de tracts, les organisateurs du Salon ont essayé d'expulser les manifestants, ils ont fait marche arrière devant le rassemblement de nombreux visiteurs paysans qui prenaient parti pour les manifestants.

Par ailleurs des paysans d'autres régions, en particulier des Vosges et du Jura, qui utilisent la farine Lactio commencent à se demander si la mauvaise marche de leurs élevages dans les mois passés n'aurait pas un rapport avec la mauvaise qualité de la farine. Le comité de défense pourrait bien recruter...

A l'exploitation dans toute la France des petits paysans par UFAC doit répondre la lutte organisée de tous les paysans et de tous les ouvriers exploités par UFAC !

(Article approuvé par deux militants «paysans-travailleurs» du Maine-et-Loire ayant participé à l'action — NDLR).

Témoignage

Une médecine au service des exploiteurs

Revenant d'un séjour de trois semaines à l'hôpital, j'ai pu vivre et réaliser que même dans un secteur aussi précieux que la santé, la qualité des soins et l'attention portées au malade est une question d'argent. Il y a en effet trois classes à l'hôpital. Pour obtenir le maximum de soins et d'attention, il faut payer et la première classe est ouverte. Tandis qu' en 3e classe j'ai constaté le mépris qui est réservé à cette catégorie de malades.

Ainsi déjà à l'accueil, on ne s'inquiète guère des patients de 3e classe – peu importe leur situation dans la vie courante, si vous êtes mère de famille ou si vous abandonnez momentanément vos responsabilités pour ce séjour à l'hôpital – les soins se feront comme ils se présenteront – on verra bien. Pour tous les malades de ma chambre, par exemple, les examens ont été étalés avec plusieurs jours d'intervalle, sans justification.

***

Les jours d'examens les brancardiers venaient nous chercher à 7 heures du matin pour que nous ayions terminé plus vite, et pourtant :

Sur une matinée il faut compter 2 heures d'attente pour passer l'examen puis jusqu'à 3 heures d'attente pour être reconduit dans son service. Il m'est arrivé, comme aux autres malades de ma chambre, aprés un examen douloureux, de rester sur un brancard dans un couloir pendant 3 heures de suite – et vers 1 heure de l'aprés-midi quelqu'un de s'étonner : *«mais vous êtes toujours là ?»*

Cela montre bien que l'on s'intéresse bien peu au malade de 3e classe. Mais lorsqu'on a payé et qu'on est en 1e classe on ne vous considére plus de la méme façon.

***

Les différences se retrouvent à tous les niveaux : dans les chambres de 3e classe sont concentrés le maximum de malades, quand ils ne sont pas dans les couloirs. Tous les soins se font sur place : lorsqu'on est fatigué ce n'est pas toujours trés agréable, mais peu importe.

A 7 heures le réveil, de maniére énergique, la lumiére est allumée, on vous secoue un peu, et hop il faut enfiler le thermométre, le déjeuner arrive, etc. Mais là encore il y a 2 poids, 2 mesures : en me promenant vers 9 heures j'ai rencontré une infirmiére qui ouvrait doucement la porte d'une chambre et qui priait un malade de se lever.

Ce sont là une série de détails qui seraient sans importance s'ils n'étaient pas le reflet de toute une pratique de la médecine au service des capitalistes.

***

Deux fois par semaine, dans la chambre nous avions droit à la visite du professeur et de toute sa suite – cela variait entre 10 et 20 personnes : des médecins, des internes, des externes, des étudiants, des infirmiéres, – dans une chambre où il y avait peu de place, c'était un peu la bousculade – le groupe s'arrêtait devant chaque lit, le professeur détaché des autres, poursuivait son discours dans son jargon de spécialiste sans jamais s'adresser aux malades. Les malades sont considérés comme des sujets sur lesquels le professeur développe ses démonstrations face aux éléves. L'une des femmes de ma chambre était sujette à chaque visite à des manipulations de toute sorte pour faire agir ses réflexes, car ceux-ci avaient un caractére particulier – c'est elle aussi que l'on a renvoyée au bout de 2 semaines en lui disant que les douleurs qu'elle avait aux jambes étaient dues à l'âge et que l'on ne pouvait rien faire pour elle.

Sinon, pas une explication au malade, pas un mot de réconfort, ni pendant la séance, ni aprés au cours des visites quotidiennes du médecin de service. Celle-ci se réduisait généralement en une ronde bréve que l'on peut facilement décrire : à l'une, aveugle, il demandait si elle voyait l'orange, à l'autre il lui faisait faire trois pas... de temps en temps deux mots de plus pour signaler qu'untel passera tel examen, pour les autres cela se bornait à : *«Ça va ?»*

Pourtant il y a certains malades qui auraient besoin d'être suivis de prés et régulièrement.

***

Dans ma chambre sont arrivées deux femmes atteintes au cerveau. L'une en particulier avait eu un bref arrêt du cœur et son cerveau n'avait plus été irrigué pendant une fraction de seconde – on sait que dans ces conditions sont détruites certaines cellules du cerveau : cette femme ne pouvait plus avaler, elle ne pouvait plus parler intelligemment. Les médecins prétaient peu d'attention à ce «cas», ils avaient affirmé qu'il n'y avait rien à faire vu son âge, lors des visites ils passaient rapidement. Ce sont les malades de la chambre qui se sont intéressées à elle, qui ont essayé de lui parler, de la comprendre ; et ces efforts ont été récompensés : quand je suis partie, elle n'avait plus de sonde pour manger, elle mangeait seule, elle avait repris une part de sa lucidité.

***

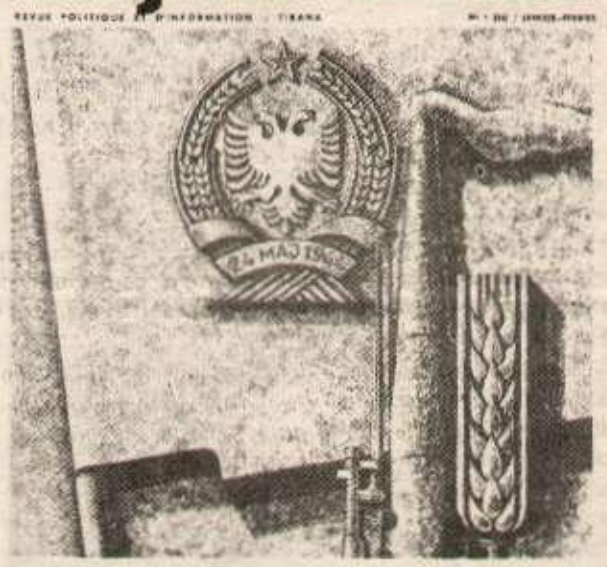
D'où viennent ces injustices ? Dans ma chambre nous avions bien réalisé que c'était la conséquence de l'exploitation des capitalistes sur les masses travailleuses.

Voyant à longueur de journée les aides-soignantes courir de tous les côtés et faire presque tout le travail, nous avions vite compris comment elles aussi subissaient cette exploitation.

Mais pourtant si les capitalistes se gardent jalousement tous leurs privilèges, s'ils refusent de mettre toute leur connaissance entiérement au service du peuple, il y a une chose qu'ils ne pourront jamais arracher aux masses, c'est la solidarité des malades comme de leurs visiteurs. En concentrant les gens du peuple de cette façon, la médecine capitaliste se soulève une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds. Car de la misére des gens de 3e classe nait la révolte contre le régime capitaliste.

Une lectrice de Colmar.

Albanie aujourd'hui



11 janvier 1946 - 11 janvier 1976

Le numéro de janvier-février 1976
d'Albanie-Ajujourd'hui
revue politique et d'information
est parue

Au sommaire :

– Un pas important pour le perfectionnement de l'État de dictature du prolétariat.

– Le rôle de l'État socialiste dans la formation et l'éducation communiste des travailleurs.

– Les prévisions du Parti du travail d'Albanie sur la dégénéréscence des révisionnistes khroucht-chéviens ont été pleinement confirmées par le temps.

– Stabilité et vitalité – traits marquants du développement économique et social de l'Albanie

– L'antipode de l'attitude créatrice à l'égard des choses et des phénomènes.

– L'art rustique et les métiers d'art en Albanie.

– Projet de constitution de la République populaire socialiste d'Albanie.

– Revue de la presse.

Montpellier

L'unité ouvriers-petits paysans à l'ordre du jour

Il y a quelques jours a eu lieu à Montpellier une réunion publique organisée par le comité d'information sur la viticulture. Une centaine de personnes environ étaient présentes ; au cours de la réunion plusieurs responsables du CRAV (Comité régional d'action viticole) exposérent les raisons de la crise viticole et des événements du 4 mars. De nombreuses questions fusaient alors de la salle sur l'office du vin, sur la manifestation du 5 février, sur l'unité ouvriers-paysans, etc.

L'unité ouvriers-petits paysans est nécessaire et les responsables du CRAV l'ont réaffirmé. Ils ont également précisé que pour la manifestation du 5 février l'unité qui s'était réalisée n'était en fait qu'une unité au sommet entre les syndicats et le CRAV. Ils ont cité des exemples qui démontrent qu'effectivement en particulier dans l'Aude, le désir d'unité à la base est très grand, ainsi en plusieurs occasions le comité d'action de l'Aude a apporté son soutien à des luttes ouvriéres, à des travailleurs de Narbonne, à des travailleurs d'une entreprise de Toulouse et plus récemment aux travailleurs de la Bastide Ranainaux dans le Tarn.

Déjà des propositions concrétes sont sorties de la réunion telle l'organisation d'un certain nombre de rencontres entre ouvriers et petits paysans et la vente directe de vin dans les quartiers ou encore dans les entreprises en lutte, etc.

Correspondant H.R.

– Parce que je considére que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

– Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «l'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Signature.....

* *Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.*

aujourd'hui la Chine

AU SOMMAIRE DU N° 1 (nouvelle série)

« Développer l'économie ne veut pas dire abandonner la lutte de classes », de notre correspondant à Shanghai.

La nouvelle réplique de Zhang Tie-sheng » : un étudiant en agronomie prend position dans le débat sur l'enseignement.

« Notre stage dans une commune populaire » par des enseignants français.

« Ne pas être de vulgaires donnant-donnant » : critique de vieilles coutumes par les paysans.

Le point de vue de la Chine sur la situation en U.R.S.S.

A propos de l'Angola.

Interview de Chou En-laï par William Hinton.

Témoignages sur Chou En-laï.

Bande dessinée : les mariages à la campagne et l'émancipation des femmes.

Tous les deux mois, des informations vivantes, des analyses, des enquêtes sur place, des reportages au cœur du peuple chinois grâce à nos correspondants en Chine, aux traducteurs qui suivent chaque jour la presse chinoise et aux nombreux voyageurs qui apportent leurs témoignages.

36 pages illustrées, format 24 × 32 cm
le numéro : 5 F

ABONNEMENTS

5 numéros sous pli ouvert	20 F
5 numéros sous pli fermé	35 F
5 numéros de soutien	50 F

Association des Amitiés franco-chinoises
32 rue Maurice-Ripoche - 75014 Paris
C.C.P. : 9455-10 Tél. : 783-67-46

revue publiée par l'Association des Amitiés Franco-Chinoises

culturel

Au centre du débat sur l'enseignement en Chine :

Quelle classe doit exercer sa direction sur l'école ?

Quels sont les problèmes au centre du grand débat en Chine sur la révolution dans l'enseignement ? Pourquoi doit-on mener ce grand débat ? De quelle nature est cette lutte ?

Le grand débat à propos de la révolution dans l'enseignement, qui se poursuit dans les établissements d'enseignement supérieur, les écoles secondaires et primaires de Pékin et de tout le pays, fait partie de la lutte en cours en Chine contre la ligne révisionniste, ligne de restauration du capitalisme. Il se déroule autour des problèmes fondamentaux de l'enseignement que voici.

– Une école socialiste doit-elle choisir ses étudiants parmi les ouvriers et paysans ayant de l'expérience pratique ?

– Une école socialiste a-t-elle pour tâche de transformer ses élèves en travailleurs instruits et ayant une conscience socialiste ?

– Une école socialiste doit-elle fonctionner à porte ouverte ? Doit-elle combiner étroitement son enseignement avec les trois mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique afin que les enseignants et les élèves aient l'esprit et les sentiments de la classe ouvrière et du peuple travailleur et que l'enseignement soit bien lié au travail productif et aux besoins de l'État ?

– Une école socialiste doit-elle avoir une direction ferme du Parti communiste, l'avant-garde du prolétariat ?

A ces questions, la ligne révolutionnaire prolétarienne donne une réponse tout-à-fait affirmative et la ligne révisionniste qui représente les intérêts de la bourgeoisie une réponse complétement opposée.

Un ouvrier métallo enseigne la lutte de ligne dans son usine à des étudiants.

Aussi, un grand débat sur la révolution dans l'enseignement a-t-il été ouvert. Une lutte est menée par la ligne prolétarienne en matiére d'enseignement et avance victorieusement, pour combattre la ligne révisionniste qui tente une restauration.

LUTTE A L'UNIVERSITÉ DE TSINGHOUA

C'est dans l'université Tsinghoua que ce débat a d'abord commencé il y a quatre mois. Cette université qui a déjà une histoire de 65 ans est aujourd'hui un exemple de la transformation, par la Révolution culturelle, d'un bastion de l'enseignement bourgeois en une université prolétarienne de type nouveau. Ces derniers mois, sous la direction du Comité du parti de l'université, les enseignants, les étudiants, les employés et les ouvriers ont écrit des dizaines de milliers de dazibaos (journaux muraux) et organisé plusieurs centaines de séances de discussion, tout en poursuivant normalement l'enseignement, la recherche scientifique et le fonctionnement des usines gérées par l'université.

A QUI L'UNIVERSITÉ DOIT-ELLE OUVRIR SES PORTES

Aujourdhui l'université Tsinghoua choisit ses étudiants parmi les ouvriers, paysans et soldats ayant de l'expérience pratique, assurant ainsi l'enseignement en priorité aux ouvriers et paysans et à leurs enfants.

Plus de 95 % des étudiants de l'université sont d'origine ouvriére et paysanne.

Auparavant, l'université Tsinghoua était un fief héréditaire de la bourgeoisie et tenait fermée sa porte aux ouvriers et aux paysans. De 1953 à 1965 parmi 5 étudiants de la faculté de construction, un seul était issu d'une famille de travailleurs. Bien qu'un petit nombre d'étudiants ouvriers-paysans-soldats soient entrés alors à l'université, ils en ont été chassés sous le prétexte qu'«il est impossible de faire de beaux dessins sur une porcelaine grossière». Rien que dans les 4 années qui ont précédé la Grande Révolution culturelle, plus de 150 étudiants issus de familles ouvriéres et paysannes ont été mis à la porte de l'université.

(Suite demain)

APPEL AUX CORRESPONDANTS CARICATURISTES

Ainsi que vous avez pu le voir, depuis la naissance de notre quotidien au format actuel, nous laissons une place régulière au dessin et à la caricature dans cette page. Nous essayons également d'utiliser cette arme puissante qu'est la caricature dans les autres pages du journal. Mais, à l'avis d'une majorité de lecteurs qui est aussi le notre, vous estimez qu'il n'y en a pas assez.

Ceci s'explique en particulier par le fait que la caricature est une arme difficile à manier, elle doit être concise, frapper juste et concrètement mais également doit être comique (sur ce point nos caricatures sont encore assez faibles) Ces éléments capitaux de la caricature s'apprennent au fur et à mesure de la pratique. Mais il est un point important que nous pouvons essayer de régler le plus rapidement possible : pour être concrète, la caricature doit être *d'actualité*. Cela demande uge mobilisation importante certes, mais nécessaire. Si trois de nos dessinateurs, au nom de Sylvestre, Ottop et Lucien essaient de «coller à l'actualité», il faut que les autres – les lecteurs qui envoient des dessins plus ou moins régulièrement – le fassent également. Pour cela nous demandons à tous ceux qui le désirent de devenir des correspondants-dessinateurs réguliers en nous envoyant leur adresse (à notre boîte postale) de façon à ce que nous puissions leur faire des demandes lorsque des sujets ou des thèmes seront particulièrement intéressants à traiter.

Sports

Athlétisme

NON A L'AFRIQUE DU SUD !

Le président du Comité spécial de l'apartheid de l'ONU, Mme Jeanne Martin Cisse (Guinée) a lancé un appel mardi aux gouvernements et aux organisations sportives pour dissuader leurs athlètes de participer aux Championnats d'athlétisme d'Afrique du Sud.

Mme Martin Cisse a rappelé que la Fédération d'athlétisme amateur d'Afrique du Sud avait été suspendue par la Fédération internationale d'athlétisme parce qu'elle n'observait pas le principe olympique contre la discrimination raciale.

Football

A propos de la défaite de Kiev

Un lecteur nous écrit

«Ces gens-là ont mauvais esprit.» C'est la réaction que l'on a lorsqu'on lit les commentaires de la presse inféodée aux sociaux-impérialistes russes après la déroute du Dynamo de Kiev à St-Étienne.

Oui ! Il faut avoir très mauvais esprit et faire preuve d'un grand sectarisme pour annoncer, de *L'Humanité blanche* à *Liberté* (presse du PC dans le Nord) que l'équipe stéphanoise ne se remettra pas de cette victoire ou que *l'anticommunisme* (le revoilà !) s'est de nouveau déchainé sur les stades.

Ce qui déplait à ces messieurs c'est sûrement que, se rendant compte de la façon de jouer des «grands frères socialistes», le public stéphanois a copieusement hué ceux qui pratiquent l'anti-jeu le plus caractérisé : brutalités (voir le croc-en-jambes sur Rocheteau) ; réflexions à l'arbitre ; passes au gardien (gain de temps) ; refus de laisser le ballon pour la touche quand elle est à l'adversaire ; individualisme (le but tout fait et raté de Blockhine)...

C'est que le public se rend de plus en plus compte que, même en sport, l'URSS n'a plus rien de socialiste.

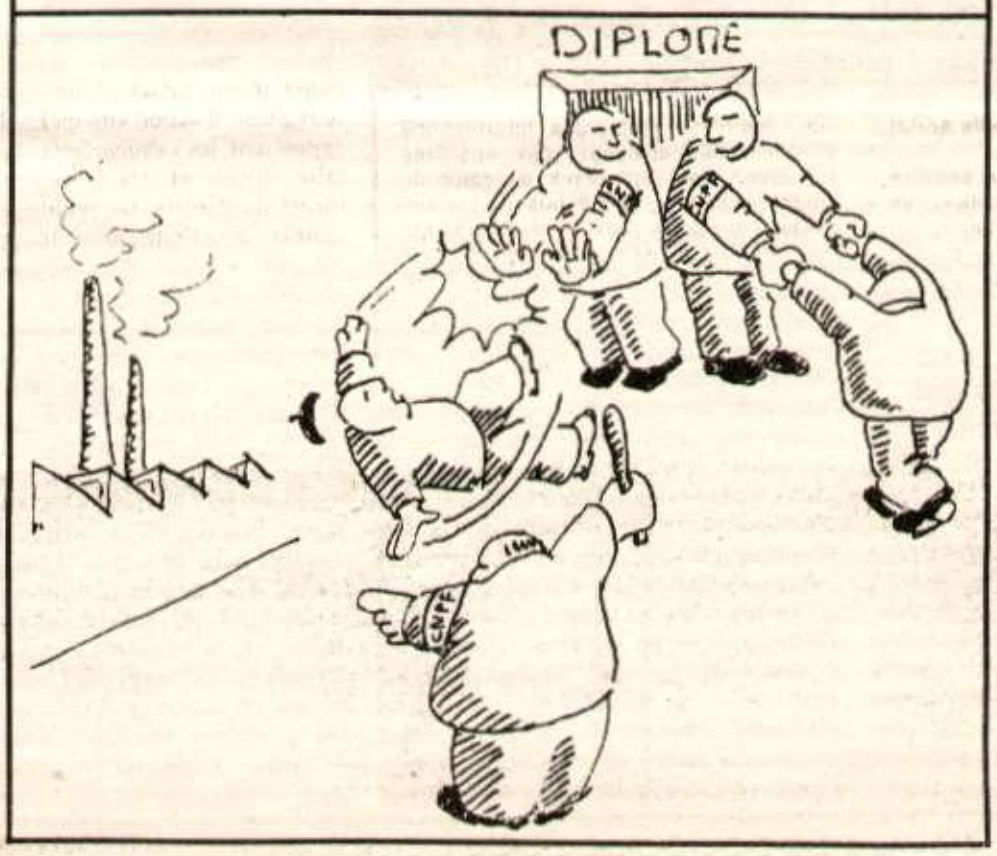
Et comme elle avait l'air minable cette plaque publicitaire de *L'Humanité-Dimanche* derrière un but !

Et comme il est gangrené, désormais, des stigmates du pire football «capitaliste», le jeu des russes !

Messieurs du PCF, avant de donner des leçons, feraient bien de balayer devant leur porte : le seuil y est d'une extrême saleté.

Vu par un lecteur

Les patrons dirigent l'université



12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

– St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5e (métro St-Michel) tél : 033 50 91 :

– Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5e (métro St-Michel) – tél : 033 35 40 :

– Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6e (métro St-Michel) – tél : 326 80 25 :

– St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6e (métro St-Michel) – tél : 326 48 18 :

l'Humanité Rouge

document

Allemagne de l'Est :

Une armée bourgeoise, instrument du social-impérialisme soviétique

L'«armée populaire nationale» (NVA) d'Allemagne de l'Est a 20 ans. Les révisionnistes est-allemands font grand tapage autour de cet anniversaire, mais les travailleurs de RDA haïssent cette armée, dirigée contre les travailleurs totalement soumise aux visées expansionnistes de l'URSS, qui maintient les traditions fascistes de la vieille armée prusienne. Un récent article publié dans «Roter Morgen» (organe central du Parti communiste marxiste-léniniste d'Allemagne - KPD m-l) fait le point sur cette armée qui ne mérite plus le nom ni de populaire, ni de nationale («Roter Morgen» No 11 du 13/3/76).

DES TROUPES D'ASSAUT CONTRE L'EUROPE OCCIDENTALE

La clique de Honecker et ses maîtres de Moscou célèbrent le 20ème anniversaire de la fondation de l'«Armée populaire nationale» (NVA). Alors que les révisionnistes modernes transformaient la RDA en un pays capitaliste, la NVA devenait elle aussi un organe d'oppression et une armée d'agression impérialiste sous le commandement suprême de Moscou. Dans les plans de guerre des nouveaux tsars, la NVA a pour tâche de constituer, en commun avec les troupes d'occupation soviétiques fortes de 300 000 hommes une des premières troupes d'assaut contre les États ouest-européens. Lors d'une réunion des délégations militaires du pacte de Varsovie, le ministre de la défense de la RDA Hoffmann déclara : «Pour tous nos projets et actes en matière de coopération militaire, nous nous basons inflexiblement sur la pensée et l'action militaire de l'armée soviétique». Dans le «Neues Deutschland» du 18/2/76, le chef de l'armée de l'air de la RDA, Reinhold précisa de la manière suivante la soumission de la NVA à la politique de guerre de Moscou dans son domaine : «Presque la moitié de tous les généraux et officiers ayant reçu une formation académique militaire ont étudié en URSS. Pour ce qui est des exercices et de l'instruction, ainsi que de la vie militaire courante, les membres de l'armée de l'air et de la défense aérienne maîtrisent la technique de combat soviétique moderne...» Ainsi la clique de Honecker a livré complètement la NVA aux nouveaux tsars du Kremlin. Malgré cela, les révisionniste est-allemands veulent maintenir par tous les moyens l'impression que la NVA est encore une armée populaire. Ainsi, la propagande des révisionnistes parle de «l'éducation de la NVA dans l'esprit antifasciste», du «bilan impressionnant des inovateurs en uniforme» et de la «mission de classe révolutionnaire de la NVA». Des camarades de la RDA rendent compte ici de la véritable situation dans la NVA : c'est le tableau d'une armee impérialiste.

LES VIEILLES TRADITIONS DE L'ARMÉE PRUSSIENNE

«Quelle est la situation dans la NVA ? Fidèle à la tradition des militaristes prussiens et de la Wehrmacht fasciste, la NVA possède une foule de grades et de fonctions. Une légion d'officiers, d'adjudants et de sous-officiers commandent et briment les soldats. Comme dans toutes les armées impérialistes du monde, la nouvelle bourgeoisie a fait des officiers ses outils. Les appelés qui font un an et demi de service militaire forment le gros de l'armée. Dès l'instruction, leur volonté doit être brisée, ils doivent être humiliés et intimidés pour qu'ils n'osent pas se dresser contre la clique dirigeante. Pour parvenir à ce but, on s'appuie sur la structure hiérarchisée de l'armée, sur les consignes qui puisent leur tradition dans la Wehrmacht fasciste, et sur le dressage et les brimades qui sont les méthodes les plus importantes d'instruction. Une consigne prescrit que le soldat ne peut se plaindre qu'auprès de son supérieur immédiat qui a le pouvoir de transmettre ou non cette plainte. On ne peut pas se

plaindre collectivement. On ne demande pas aux soldats leur avis sur l'instruction et sur leurs supérieurs, encore moins sur l'organisation de l'instruction ; au contraire, on empêche l'expression de la critique.

Dans la vie quotidienne des soldats, il y a des choses absurdes comme par exemple mettre les journaux dans des chemises et des slips pour que dans l'armoire tout soit bien aligné, ou coudre au matelas des draps et des couvertures. Si en visitant les dortoirs, les officiers et les sous-officiers constatent le moindre défaut, ils retournent les lits et les armoires. Les instructeurs font sentir aux recrues leur pouvoir en les engueulant et en les insultant à la manière militariste prussienne. Pour éduquer les soldats sont appliquées des sanctions comme le célèbre «bal masqué» qui a été rebaptisé «appel en uniforme», les corvées supplémentaires et les sanctions collectives. Pour l'instruction et les sanctions, le degré des brimades est laissé à l'arbitraire des instructeurs. Il est fréquent qu'à la suite de méthodes d'instruction lâches ou inhumaines, des soldats meurent ou restent handicapés. Ces méthodes montrent que dans l'armée de la RDA, rien n'est resté des traditions révolutionnaires de la classe ouvrière allemande dont les révisionnistes aiment si souvent parler. C'est la vieille obéissance aveugle militariste prussienne qui marque cette armée et non la discipline consciente qui fut le propre des ouvriers armés de la révolution de novembre de 1918, de la révolte de Hambourg et de la guerre d'Espagne.

Quelles sont les raisons qui poussent des jeunes gens à servir dans cette armée comme officiers ou sous-officiers ? Pour la plupart, ce sont des motivations égoïstes petites-bourgeoises et rarement l'illusion qu'on a besoin d'eux pour défendre la RDA. Ainsi, beaucoup de jeunes gens s'engagent pour trois ans, pour s'assurer une place à l'université et toucher une bourse plus importante, pour ne pas être si loin de chez eux et pour toucher plus que les soldats ou simplement pour apprendre un second métier. Mais souvent ils sont obligés de constater que ce n'était que des mensonges et des promesses et beaucoup regrettent amèrement leur décision. Les jeunes gens qui servent comme officiers ou sous-officiers dans l'armée sont pour la plupart attirés par les privilèges qu'ils ont par rapport aux travailleurs. Ils gagnent fréquemment le double du salaire moyen d'un ouvrier. Tous vivent avec leurs familles dans de grands appartements modernes alors que les travailleurs de la RDA connaissent partout la pénurie des logements. Ils ont beaucoup plus de vacances et peuvent les passer dans des centres d'hébergement luxueux situés dans les plus belles régions de RDA, alors que pour beaucoup d'ouvriers, des vacances au bord de la mer Baltique ne sont qu'un rêve.

LES TRAVAILLEURS HAISSENT CETTE ARMÉE

Dans la masse des officiers et des soldats mercenaires, on distingue deux courants. Ceux qui reconnaissent la stupidité et l'absurdité de leur activité et la considèrent comme un «job» qui leur permet de gagner beaucoup d'argent. Et les militaristes, qui se donnent corps et âme au jeu de la guerre sur le dos des soldats. La morale des officiers baisse de plus en plus. Les «aventures» et les «prouesses» des officiers consistent à aller se saoûler dans les casinos, échanger des coups de poing et se voler des femmes pour pouvoir jouer les vantards. Les détournements d'argent, les vols de matériaux de construction pour des maisons qu'ils se font construire par les recrues pendant les heures de service et les trajets gratuits en voiture de service sont monnaie courante. Pourquoi en serait-il autrement puisque la nouvelle bourgeoisie en fait autant, certes à une bien plus grande échelle.

La soldatesque fasciste est très répandue dans l'armée. On le voit par exemple au jargon des instructeurs, à leur manière de s'amuser et à leurs chansons. Le vocabulaire des instructeurs est marqué par des dictons comme «un soldat allemand n'a jamais froid».

Le moral des soldats correspond à la situation dans l'armée. La plupart d'entre eux sont d'avis que les 18 mois sont du temps perdu à rien faire. Il est très mal vu parmi les soldats de faire des efforts pendant l'instruction et de chercher à obtenir de bons résultats. L'alcool joue un grand rôle chez les appelés. Beaucoup croient arriver par là à mieux résoudre leurs problèmes ou bien ils veulent tout oublier pour quelques heures. A côté de cette manière passive d'exprimer sa haine pour cette armée, apparaissent des formes élémentaires de solidarité et d'action en commun. Ainsi, les soldats s'unissent pour donner une correction aux instructeurs particulièrement détestés, ou ils sabotent l'examen du niveau d'instruction pour gêner la carrière des instructeurs.

Les travailleurs de la RDA détestent vraiment cette armée. On le voit par exemple à la façon dont la bourgeoisie couvre ses besoins en officiers et mercenaires. Ces derniers temps, elle se voit obligée de recourir à des pressions de plus en plus fortes et à de plus en plus de moyens financiers pour recruter. Le peuple sait aussi exactement ce que le militarisme allemand et le fascisme lui ont rapporté. Il voit que d'énormes dépenses sont faites pour l'armement dans l'intérêt des sociaux-impérialistes russes et pour les parasites et les serviteurs de la nouvelle bourgeoisie dans l'armée, alors que les travailleurs n'ont pas le strict nécessaire. Mais le jour n'est pas loin où la fermentation existante conduira à des luttes ouvertes de la classe ouvrière et des autres travailleurs.

Directeur de publication : Suzanne Matty Distributeur : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 1er trim. 76